

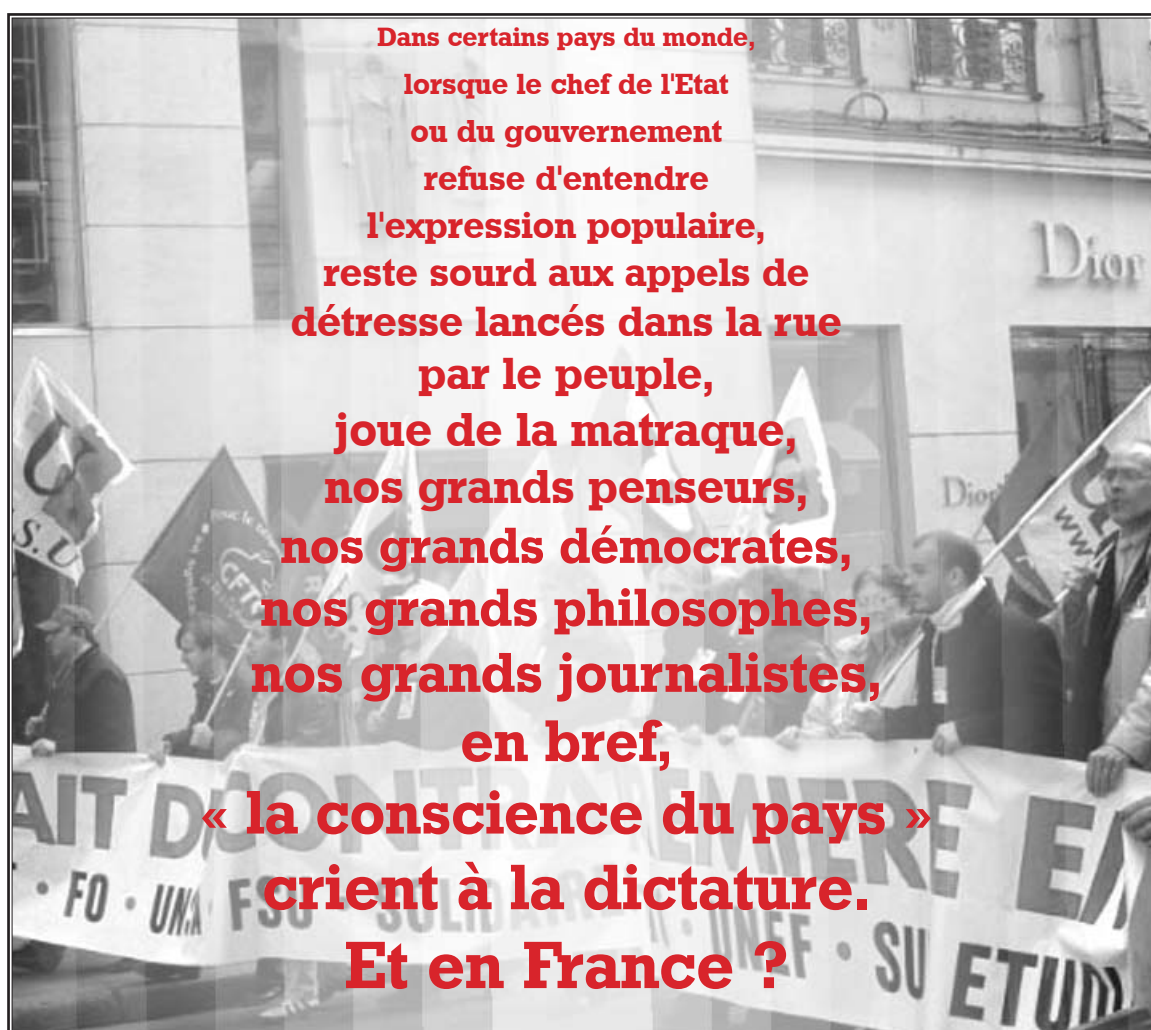
# LE CITOYEN

“LE MONDE APPARTIENT À CELUI QUI EST DEBOUT”

MENSUEL D'OPINION

www.le-citoyen.org | NUMÉRO 15 | Avril 2006

## Ce gouvernement n'est plus représentatif du peuple de France



Dans certains pays du monde, lorsque le chef de l'Etat ou du gouvernement refuse d'entendre l'expression populaire, reste sourd aux appels de détresse lancés dans la rue par le peuple, joue de la matraque, nos grands penseurs, nos grands démocrates, nos grands philosophes, nos grands journalistes, en bref, « la conscience du pays » crient à la dictature. Et en France ?

Chirac poursuit la mise en oeuvre du programme ultra réactionnaire, rédigé par le patronat européen, et adopté à l'unanimité par les 15 chefs d'Etat et de gouvernement lors du Conseil européen de Lisbonne en mars 2000.

Cette funeste « stratégie de Lisbonne » donnait le coup d'envoi à la « libéralisation dans les secteurs du gaz, de l'électricité, de la poste, des transports », mais aussi à la Directive Bolkestein. Comme si tout cela ne suffisait pas, décision fut prise de liquider le droit du travail au nom de la sacro sainte compétitivité européenne. « Les employeurs doivent avoir la possibilité d'adapter leurs effectifs au moyen d'une interruption de contrat sans préavis ni coûts excessifs, une fois que les autres mesures, telles que la flexibilité du temps de travail ou la formation des travailleurs, ont atteint leurs limites » peut-on lire dans les documents de la Commission européenne.

C'est exactement ce que tente de nous imposer les CNE et autre CPE. Cette « stratégie de lisbonne » n'est qu'une partie du programme, mondial cette fois, porté par l'Organisation Mondiale du Commerce et le fameux AGCS.

Il s'agit donc bien d'une stratégie globale portée par la droite, les socialistes européens et quelques syndicats réactionnaires. Cette stratégie est dirigée contre le peuple. Le CPE n'en étant que la partie visible.

## L'HÔPITAL DE MONTGELAS EN DANGER

L'AGCS FAIT PESER DE LOURDES MENACES SUR NOTRE HÔPITAL DE PROXIMITÉ. MOBILISONS-NOUS !

## La machine s'emballle.

Il y a de la cohérence dans ce gouvernement et à L'UMP. Nul ne peut dire le contraire. Lorsque le Président de la République déclare, au soir du 31 mars : « J'ai décidé de promulguer cette loi... », il ne fait que confirmer une orientation politique portée par tous les partis de droite et libéraux du monde : l'asservissement du pouvoir politique au pouvoir économique.

Chirac met en oeuvre les grandes orientations définies au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce. Les élus UMP ultra majoritaires au Parlement rédigent et votent des lois qui permettent la mise en oeuvre des orientations de l'OMC. Avec zèle, ils transcrivent en droit français les directives européennes - elles aussi, dictées par le pouvoir économique mondial.

La machine est bien huilée et chacun y joue un rôle précis. Le technocrate de Bruxelles est le relais des exigences économique-politiques, l'Enarque français gavé à la pensée libérale excelle dans la mise en oeuvre de la politique de droite et accessoirement social-démocrate. Et l'on pourrait se dire que tout ce microcosme pourrait, à la limite, très bien se passer des élus du peuple.

Ce sera bientôt le cas, si nous restons passifs et si nous refusons de voir la réalité décrite par nombre d'analystes. En effet, l'Accord Général sur le Commerce des Services qui est en train de se mettre en place dans les arcanes de l'OMC, s'appliquera aux gouvernements nationaux, régionaux et locaux.

Pour faire court : ce qui aura été décidé au sein de l'OMC et transcrit dans l'AGCS s'appliquera obligatoirement et les élus ne pourront pas rédiger et voter des lois qui seraient contraires à ces accords.

C'est pourquoi, aujourd'hui, la machine UMP s'emballle et anticipe sur l'AGCS<sup>1</sup> qui contient en son sein l'esprit du CPE et bien d'autres directives.

Cette réalité doit être connue par le plus grand nombre si l'on veut comprendre ce qui se passe maintenant et ce qui nous attend demain.

RENÉ BALME

<sup>1</sup> NDLR : René BALME est Secrétaire Général du Réseau Natinal des Elus et Collectivités HORS AGCS.

## SOMMAIRE

<b>CONTRE LES EXPULSIONS LOCATIVES</b>	<b>PAGE 2</b>
<b>LE CPE : REJET MASSIF</b>	<b>PAGE 3</b>
<b>RETOUR DU VÉNÉZUÉLA</b>	<b>PAGE 4</b>



### ACTUALITÉ

#### Contrat première embauche

Alors que la France est dans la rue, l'orgueil démesuré d'un premier ministre – même pas élu par le peuple – soutenu par un Président de la République sur le déclin, se heurte à la raison et au fondement même de la démocratie. Cet autoritarisme que dans certains pays l'on nomme dictature, ne grandit pas les institutions.

LIRE PAGE 1 ET 3



## Contre les expulsions locatives : la riposte

“LE DROIT AU LOGEMENT DOIT ÊTRE OPPOSABLE”



## en bref

**LA PRÉFECTURE REFUSE DE PARTICIPER À LA CELLULE DE VEILLE**

Communiqué de René BALME

A moins d'un mois de la reprise légale des expulsions locatives, la Ville de Grigny a réuni la cellule de veille sociale, dans le cadre de la prévention permanente qu'elle opère sur l'expulsion des locataires. Une quinzaine de familles à Grigny est menacée, à des niveaux divers de la procédure. La loi prévoit des démarches que le préfet s'obstine à ne pas mettre en oeuvre. Seule la démarche volontariste et interactive des élus locaux, de certains bailleurs, services sociaux et militants associatifs permet d'éviter le pire et de maintenir ces familles dans leur logement.

Le préfet dont la présence à cette réunion de cellule de veille est requise, puisque c'est lui qui expulse, a rejeté l'invitation de la municipalité de Grigny, jugeant qu'il n'entre pas dans les « attributions du service en charge de l'instruction des demandes de concours de la force publique de participer aux réunions des commissions locales de prévention des expulsions ». Pourtant, la législation relative à la « prévention des expulsions locatives pour impayés » charge, avant tout, le préfet de « rechercher les solutions les mieux adaptées ». Le concours de la force publique est supposé être la démarche de dernier recours. Pas dans le Rhône. La législation relative à « la lutte contre les exclusions » stipule qu'une « charte pour la prévention de l'expulsion doit être élaborée dans chaque département, avec l'ensemble des partenaires concernés ». Pas dans le Rhône. Le délai octroyé au préfet pour cette application est dépassé depuis bientôt 6 ans !

A Grigny, le 22 février 2006.  
René BALME, maire.

**LE LIBERALISME N'EST PAS UN HUMANISME**

Le Progrès a publié une interview de René Balme suite à son voyage au Vénézuéla. Prudent, le journal local a aussi trouvé bon de relativiser cet entretien par un billet en mettant en perspectives les échecs successifs des révolutions sud-américaines et les « erreurs » de tous les penseurs qui ont défendu la révolution cubaine.

Argument classique de ceux qui font du libéralisme un horizon indépassable en clouant au pilori tout ceux qui se sont laissés aller à croire à l'idéologie communiste en général. Pour se protéger, l'idéologie dominante a l'habitude de mettre toutes les autres dans un même panier. En ne s'embarrassant pas des différences fondamentales entre le Che, Staline, Bolivar, Castro, Zapata ou Chavez. Si les plus grands philosophes français ont cru bon de chercher une alternative au modèle économique libéral, on peut penser qu'il y a forcément une raison. A moins de les prendre pour des abrutis. Conséquence somme toute gênante pour ceux qui font du patriotisme forcené un pendant du libéralisme à la française. Il s'avère que le capitalisme ne soit pas un humaniste et qu'il convient pour tout penseur responsable de chercher d'autres horizons politiques.

**L'IGNORANCE, ALLIÉE DU LIBERALISME**

Il faut manquer d'une culture assez élémentaire pour confondre Cuba et l'Amérique du Sud, l'histoire du communisme et la philosophie marxiste. Il faut dire qu'il serait dangereux pour les libéraux de se mettre à reconnaître que le Che n'a rien fait d'autre que donner de l'espoir aux peuples opprimés du monde entier.

Suite page 4

**CONTRE LES EXPULSIONS LOCATIVES, LE COMBAT CONTINUE.**

Alors que de nombreux moyens existent pour faire face aux difficultés financières des familles, les pouvoirs publics restent passifs. A Grigny et à Venissieux, les maires, promulguent des arrêtés interdisant les expulsions et les saisies mobilières... toute l'année.

**POLITIQUE**

**L**e 15 mars, des centaines de personnes se rassemblent aux abords de la Préfecture du Rhône pour protester contre la reprise des expulsions locatives. Elles ont répondu à l'appel d'élus, de nombreuses associations et de formations politiques (voir notre encadré). Plusieurs familles menacées d'expulsion, sont présentes. Une large délégation de manifestants, est reçue par le représentant du Préfet. Parmi elle, René Balme, le Maire de Grigny, venu accompagné d'une cinquantaine de Grignerots.

**LE 15 MARS, FINIE LA "TRÈVE HIVERNALE"**

Cette délégation entend exprimer fortement l'inhumanité des expulsions locatives, dans une société où le logement est en crise, où il manque des millions de logements accessibles à tous, où la précarité du travail et les bas salaires asphyxient les familles.

A l'origine de cette initiative, l'association Le Citoyen, la CNL 69 (Confédération Nationale du Logement) et Le Réseau d'Alerte et de Solidarité des Vénissiens. En quelques semaines, autour d'eux, des associations locales, départementales ou nationales se regroupent. Des formations politiques de Gauche se rassemblent pour agir ensemble et rejoignent les initiateurs de cette action.

Le 6 mars, aux Club de la Presse de Lyon, au nom de tous les participants, Béatrice Rollat



Le 6 mars, au Club de la Presse de Lyon, Béatrice Rollat, Vice Présidente de l'association Le Citoyen, présente la déclaration à la presse, au nom des organisateurs de la manifestation du 15 mars.

(Vice Présidente de l'association Le Citoyen) présente à la presse l'état de la situation du logement social et l'ampleur des besoins dans notre département. Elle montre l'inhumanité des expulsions locatives qui n'a d'égale que la volonté des pouvoirs publics de jeter en pâture au secteur privé immobilier et financier, les centaines de milliers de personnes en recherche d'un logement.

**UNE PREMIÈRE...**

Si chaque année, la reprise des expulsions le 15 mars est l'occasion de protester contre ces pratiques d'un autre âge, c'est la première fois qu'un aussi large

front commun est constitué pour proposer des solutions et agir de manière déterminée. Nul ne doute que le mouvement doit encore s'amplifier. Le comportement des autorités préfectorales et gouvernementales ne laissent rien augurer de bon.

D'ores et déjà, les Maires de Grigny et de Venissieux ont promulgué un arrêté municipal interdisant les expulsions locatives et les saisies mobilières sur le territoire de leurs communes.

En 2005, ils avaient procédé de même, mais le Préfet, représentant du Gouvernement les avait traînés devant le Tribunal Administratif pour faire annuler ces arrêtés.

Ne doutons pas, au regard des propos tenus par les autorités préfectorales que le Préfet tentera, cette année encore, d'en obtenir l'annulation.

Mais en 2006, le front d'initiative est plus large. L'attention de l'opinion publique est plus grande et les besoins en logement vont croissant. Les expulsions locatives, les saisies mobilières, sont ressenties de plus en plus comme de fortes injustices.

Le Gouvernement et les autorités préfectorales devront bien un jour en tenir compte. En attendant agissons et gardons vigilance.

MICHEL VEYSSET

**ASSOCIATIONS ET FORMATIONS POLITIQUES UNIES DANS L'ACTION.**

Le CITOYEN  
Le Réseau d'Alerte et Solidarité des Vénissiens  
La Confédération Nationale du Logement ALPIL  
Le Comité des Privés d'Emploi de Vaulx en Velin  
La Ligue des Droits de l'Homme,  
Femmes solidaires  
La Confédération Syndicale des Familles  
ATD Quart-Monde  
Le PCF  
Le PS  
Les Verts  
La LCR  
Les Alternatifs  
René Balme, Maire de Grigny  
André Gerin, Maire de Venissieux  
Bernard Genin, Adjoint au Maire de Vaulx en Velin

**PROTECTION MUTUELLE**

A l'issue de la rencontre, le Maire de Grigny a évoqué le mépris absolu du représentant du préfet. Aucune avancée positive n'est obtenue. René Balme appelle à la plus grande vigilance de chaque grignerot vis-à-vis de ses voisins et connaissances, durant les neuf mois à venir,

afin qu'une protection mutuelle se mette en place. A cela s'ajoutent l'intervention de la Cellule Municipale de Veille Sociale et l'engagement de certaines associations. Ce seront les seuls pare-feu à la recrudescence des expulsions à laquelle nous devons nous attendre.

**René BALME invité par TLM pour débattre du problème des expulsions.**

le 21 mars, le maire de Grigny a participé à une émission de télévision où il affrontait, notamment, le Secrétaire Général de la FNAIM et un propriétaire privé domicilié à Sainte-Foy-Lès-Lyon. Débat animé au cours duquel René Balme a su faire valoir des éléments convaincants face à ses contradicteurs.





# CONTRAT PREMIÈRE EMPLOI

Tandis que des voix s'élèvent, de plus en plus nombreuses, pour sauvegarder le service public et les droits sociaux, le président de l'UMP, par ailleurs ministre de l'Intérieur, veut se débarrasser du « modèle social français ». La droite grignoterelle relaie cette idéologie scélérate.

## MENSONGE ET TRAHISON

Le 16 février dernier, devant le conseil municipal, le chef de file de la droite locale, Bernard Chipier, estime que la course à l'argent est le propre de l'être humain. Explication d'une idéologie.

La mondialisation financière est dans l'ordre des choses, elle est une composante de la nature humaine ; elle est comparable à la grippe, un virus contre lequel on ne peut rien. Ce sont les « convictions » de M. Chipier qui s'opposent aux « certitudes » du maire. Deux jours plus tard, Nicolas Sarkozy, président de l'UMP invite ses adhérents à rêver de « la France d'après » : un pays débarrassé du Code du Travail " qui n'a jamais été aussi protecteur pour les salariés ; de l'aide sociale qui favorise « l'assistanat », du droit au logement auquel il préfère le « droit à la propriété ».

### DÉJÀ EN L'AN 2000

En 2000, à l'Académie des sciences morales et politiques, le président, de l'époque, du Mouvement des entreprises françaises (MEDEF), Ernest Antoine Seillière, juge le modèle social français « sclérosé », « les analyses fondées sur la domination et l'exploitation du monde du travail par le capital affaiblies ». Il appelle de ses vœux, une « refondation sociale » qui, entre autres, « redéfinisse les objectifs des politiques sociales, en matière de chômage, santé, retraites ou formation professionnelle ». Pour terminer sur son approbation aux Traités européens de Maastricht et d'Amsterdam qu'il aimerait voir transposés en droit français en rassurant tout un chacun : « il ne s'agit pas de remettre en cause la

primauté de la loi, mais de faire reculer son domaine au profit du contrat. Bien-sûr, le pouvoir politique a des responsabilités sociales, mais il n'est pas souhaitable, pour autant, qu'il les mette en œuvre de manière autoritaire, à sa seule initiative ».

Encore une dernière considération philosophique des opposants du modèle social français, celle de Jacques de Guenin, ancien dirigeant de Peugeot Société Anonyme (PSA) et maire, qui qualifie le modèle social français « d'espèce de prolifération cancéreuse de la fonction publique et de règlements qui rongent la société française ». Cet illustre personnage n'est autre que le président du Cercle Frédéric Bastiat, du nom d'un économiste qui inspire fondamentalement ces chères associations de défense des contribuables.

### SAUF QUE...

Sauf que le trou de la Sécu est essentiellement dû au patronat qui ne contribue pas ou peu, quitte à frauder et ça se chiffre à la pelle, et à la baisse du nombre d'emplois (puisque moins de cotisants). Sauf que l'enseignement public, comme tous les services publics, souffre d'assèchement des moyens : la stratégie de la pénurie tend à justifier la privatisation. Sauf que la santé publique est mise en péril, entre autres, par la convoitise des laboratoires pharmaceutiques.



Sauf que le déficit du budget de l'Etat est la conséquence de l'abandon progressif de son contrôle dans les affaires économiques.

Le Contrat première embauche (CPE), reste ce « recul au profit du contrat » qu'espérait le président du MEDEF, comme les privatisations, la suppression du contrôle des licenciements, la course à la réduction du déficit budgétaire national par la suppression de moyens au secteur public pour respecter le pacte de stabilité de l'Union européenne. On classera les déremboursements de soins et la baisse de l'impôt sur la fortune dans la stratégie de communication qui consiste à créer un climat conditionnant les esprits à la

« refondation sociale », tout comme l'idée bien distillée que le modèle social français n'était viable que pour la période de l'après-guerre, pour garantir la reconstruction du pays.

Certains restent convaincus que « dans fonctionnaire, il y a "fonction", un rôle à remplir hors des contraintes d'intérêt financier » (dixit l'internaute Levochik à Jacques de Guenin) : un fondement du modèle social français qui garantit l'égalité des droits partout et à tous. Sinon, qu'est-ce qui est « rentable » pour le plus grand nombre d'entre nous ?

Luba Bolzer

### LE MODÈLE SOCIAL FRANÇAIS

- Le droit du travail
- L'instruction publique
- Le service public d'Etat et de proximité
- Les droits associatifs et syndicaux
- Les conventions collectives
- Les assurances sociales
- Les négociations sociales
- Le programme du Conseil national de la Résistance

## PLUS FORT QUE JAMAIS DEMANDONS LE RETRAIT DU CPE



Le président de la République entend la rue : il fait plancher de nouveaux ses ministres sur le Contrat Première Embauche contenu dans le projet de Loi pour l'égalité

des chances ; il attend l'avis du Conseil constitutionnel sur la légalité de cette loi, lequel valide ; il promulgue ladite loi et le CPE. Une telle obstination dans un projet aussi néfaste pour

l'emploi des jeunes et l'audace de le justifier, entre autre, par respect à la démocratie sont des injures dignes du modèle totalitaire. Le CITOYEN, aux côtés de nombreux autres, déploiera toute son énergie à combattre cela. Le 1er avril, la municipalité de Grigny déroulait une bannière éloquent en ce sens sur la façade de l'Hôtel de Ville.

Les ministres ont planché : la période d'essai est réduite à 1 an. Et cela rejoint un projet tenu au chaud dans les tiroirs du gouvernement allemand. L'Union européenne, très chère adhérente de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), guide les pas, déjà très alertes de nos dirigeants, qu'ils soient Français, Allemands, ou... l'avenir nous le dira, vers une harmonisation minimaliste des droits du travail.

Dans OMC, il y a commerce et cela implique que la main d'œuvre est de la marchandise.

Les patrons de petites entreprises manifestent leur approbation au CPE en Haute-Savoie, au lendemain de l'allocution présidentielle, le 1er avril : « nous ne demandons qu'à embaucher. Mais le manque de visibilité sur le marché nous contraint à ne concevoir que des recrutements de court terme. Le CPE le permet ». Voilà, c'est dit. L'objectif est bien de fabriquer du salarié jetable en toute légalité.

Le MEDEF, toujours au lendemain de l'Allocution, regrette aussi la seconde trouvaille des ministres qui ont planché : l'obligation contractuelle de motiver la cessation du contrat. « Bon d'accord, mais oralement seulement. Sinon, on ne voit pas bien la dif-

férence avec les autres contrats », dit un de ces représentants. Voilà, c'est aussi dit.

Le CPE n'est pas un projet pour aider les jeunes, c'est véritablement un projet pour garantir l'impunité à l'entreprise. Le CPE, loin d'être une chance, institue la dévalorisation du travail des jeunes. Les étudiants qui réclament la démission du gouvernement et qui scandent, lors d'un face à face avec les CRS, « des câlins, des bisous » empruntent une voie sur laquelle nous serons aussi. Nous y porterons certaines exigences : la nationalisation des entreprises d'intérêt général, l'obligation aux entreprises qui dégagent du bénéfice d'investir dans le recrutement et le retrait de la directive Bolkestein.

Luba Bolzer



## interview

## DE RETOUR DU VÉNÉZUÉLA, RENÉ BALME NOUS LIVRE SES IMPRESSIONS

Invité par la chaîne de télévision nationale VIVE et par la ville de Linares Alcantara avec laquelle la ville de Grigny a décidé de se jumeler, René BALME a été reçu très chaleureusement par le peuple vénézuélien. Dans l'interview qu'il a donnée au CITOYEN il nous parle avec émotion d'une expérience unique au coeur de la révolution bolivarienne.

**Le CITOYEN :** Peut-on parler de voyage officiel et quels ont été ses éléments déclencheurs.

**René BALME :** Oui, il s'agissait bien de cela. Depuis de longues années j'ai noué des liens à travers le monde avec des personnes qui partagent les mêmes valeurs que moi. Ces choses là ont été possibles grâce à Internet – cet outil qui rapproche les hommes et que je ne cesse de défendre. Thierry Deronne fait partie de ces connaissances, avec qui j'ai mené quelques luttes idéologiques en permettant la diffusion de certaines informations censurées par les grands médias privés ou publics. C'est donc lui, en sa qualité de vice-président de VIVE qui m'a invité à la rencontre du peuple vénézuélien.

**Le CITOYEN :** Tu as visité les «barrios» de Caracas, quelles ont été tes impressions ?

**René BALME :** Le quartier populaire (barrio) que j'ai visité est l'équivalent de la ville de Lyon - 500 000 habitants. On est dans une autre dimension. J'y ai rencontré la jeunesse qui fait preuve d'une maturité et d'une conscience politique qui force le respect. Ils sont tous, malgré leur jeune âge, imprégnés par l'histoire de leur pays et sont porteurs d'une volonté farouche de relever le défi de la reconstruction. C'est ce qui explique cette forte mobilisation et une adhésion sans faille au processus révolutionnaire initié par le président Chavez. J'y ai vu la démonstration de ce que peut être un peuple – particulièrement uni – qui prend son devenir en main. Et j'ai rencontré dans ces quartiers, qu'aucun étranger ne visite, des êtres étonnants de vérité et de gentillesse. Une jeunesse qui ressemble à la nôtre quand elle se mobilise pour des grandes causes comme c'est le cas contre le CPE. Une population qui ne connaît pas le racisme ni la peur de l'autre force le respect.

**Le CITOYEN :** Tu as rencontré les paysans sans terre ?

**René BALME :** Oui. Ce fut, aussi, un grand moment. Il faut savoir que la loi sur la terre leur donne la possibilité de récupérer la terre de leurs ancêtres. Celle-ci est toujours aux mains de



René BALME avec les paysans sans terre occupant une grande propriété près de Urachiche

grands propriétaires fonciers qui n'en cultivent qu'une infime partie. Mais la loi n'est pas respectée et les paysans sont forcés de se regrouper et de mener des actions fortes pour forcer les propriétaires à l'appliquer. Il y a chez ces paysans de la noblesse et du courage dans leur lutte pour une autosuffisance alimentaire, locale, mais aussi nationale. Car c'est de cela dont il s'agit avant tout.

**Le CITOYEN :** Les médias associatifs ont dû particulièrement t'intéresser ?

**René BALME :** Effectivement. J'ai rendu visite à deux télévisions associatives : Teletambores qui fonctionne depuis 2001 et qui a son siège à Linares Alcantara et Camunare Rojo qui est une télévision gérée essentiellement par des paysans. Le gouvernement Chavez a légalisé les médias libres et apporte une aide conséquente à ces télévisions. Il faut rappeler qu'au Venezuela 90 % des médias sont anti-Chavez et que c'est un déferlement médiatique permanent contre la révolution Bolivarienne. L'intérêt des radios et télévisions libres est évident et ceux qui s'y investissent le font avec passion et professionnalisme.

**Le CITOYEN :** Et le jumelage ?

**René BALME :** Le bureau municipal a

donné son aval pour matérialiser un jumelage avec Linares Alcantara. J'y ai été reçu avec beaucoup d'enthousiasme. Hugo Peña, le maire, est un homme remarquable. Il doit faire face, avec sa municipalité, à un défi considérable qui consiste à recréer du service public dans une ville de 250 000 habitants qui n'a même pas de cadastre et où personne ne possède de titre de propriété. L'état dans lequel la droite corrompue à la solde des USA a laissé le pays est impressionnant. Tout est à reconstruire. Et la démocratie participative qui est inscrite dans la constitution est un outil dont se sont appropriés les habitants. Ce sont eux qui décident des priorités. Ils s'investissent physiquement au sein des comités des terres urbaines chargés de réhabiliter des quartiers entiers.

Il y a là un puissant élan de solidarité porté par une vision politique à long

terme qui m'a rendu très optimiste.

**Le CITOYEN :** donc, Chavez : populiste, dictateur ou visionnaire ?

**René BALME :** Visionnaire à coup sûr. Et porteur d'un socialisme dépoussiéré de toutes ses anciennes erreurs. De plus et je le rappelle parce que l'intelligentsia française de la gauche caviar l'oublie un peu vite, Chavez a été élu démocratiquement. Il a fait face à un référendum à mi-mandat qu'il a gagné avec 59 % des suffrages. Il a été remis au pouvoir par le peuple après un coup d'Etat médiatique. Rares sont les chefs d'états au monde qui ont la légitimité de Chavez. Il ne faut jamais oublier cette donnée essentielle lorsque l'on entend les USA se poser en donneurs de leçons de démocratie. Il est bon parfois de balayer devant sa porte.



René BALME et Hugo Peña, maire de Linares Alcantara

## Adhésion

j'adhère à l'association et je verse 15 euros par an.  
 Je m'abonne au mensuel Le CITOYEN pour un an et je verse 15 euros.  
 Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à : Le CITOYEN BP 40027 69620 Grigny France. Chèque à l'ordre de Association Le CITOYEN.



## LE CITOYEN

Directeur de la publication : Association Le Citoyen.  
 Rédacteur en chef : Béatrice Rollat  
 Comité de rédaction : le bureau de l'association Le CITOYEN  
 Photographies : Le Citoyen  
 Dessin : www.chimulus.com  
 Imprimerie : ROTO Loire

Contact : Le Citoyen BP 40027 Grigny 69620. Mél : infos@le-citoyen.org  
 Tél : 06 77 83 08 73  
 Prix au N° : 1 euro  
 Abonnement : 11 N° : 10 euros  
 N° ISSN en cours.  
 Dépôt légal à parution.  
 N° 15 - avril 2006. Tirage 4 500 ex.

Suite de la page 2

L'aventure socialiste sud-américaine prend sa source chez Bolivar ou Zapata et se poursuit aujourd'hui avec Chavez au Venezuela. Ce continent a souffert et souffre encore de maux plus grands que ce que l'on peut imaginer en France aujourd'hui. La fierté de notre propre révolution de 1789 nous aveugle au point de laisser chaque jour un peu plus rogner nos libertés les plus essentielles. Mais quand on crève, la peur que l'espoir ne soit un jour déçu n'est jamais une raison pour se résigner à subir toujours. Se méfier de la révolution vénézuélienne équivaut à nier le droit à l'espoir de tous ceux qui meurent de l'oppression. Avant Chavez, le Venezuela a été gouverné par des exploiters de pétrole, de terres et d'hommes. Chacals faisant passer les intérêts des nantis à la solde du grand frère américain avant l'assiette de leurs propres enfants.

Faut-il rappeler que les révolutions sud-américaines ont été noyées dans le sang des peuples et de leurs représentants légitimes ? En 1973, l'espoir qu'incarnait Salvador Allende a été assassiné par Pinochet, soutenu par les Etats-Unis. Aujourd'hui encore le peuple vénézuélien vit dans la crainte de Bush, indisposé par une liberté acquise contre son gré.

## ESPOIR

Alors oui, il faut souhaiter que cet élan populaire du Venezuela ne pâtisse pas des mêmes maux que les autres révolutions sud-américaines, mâtées par les sbires des états capitalistes. Oui, les penseurs les plus admirables des siècles derniers ont compris que ce qui permet à l'homme d'exister dans ce qu'il a de plus beau est l'humanisme. Ils ont compris que le pouvoir de l'argent était fait pour que perdure la loi du plus fort. Et pour remplacer l'aristocratie par la fricocratie, manière plus subtile de donner à quelques-uns le pouvoir de réduire tous les autres à l'esclavage. Alors continuons à rêver d'humanisme et de fraternité. Continuons à nous révolter contre l'inégalité. Et que naissent de nouveaux Jaurès, de nouveaux Sartre, de nouveaux Aragon... Pour nous faire penser, tout simplement. Alors que vive la révolution bolivarienne de Chavez et que vivent toutes les autres révolutions pourvu qu'elles permettent aux hommes de regarder vers l'avenir avec des yeux remplis d'espoir.

Maurin